

ÉDITORIAL

Paul SMITH
Secrétaire général du CILAC

Ce numéro de *Patrimoine industriel* s'ouvre hélas, deux fois hélas, par des hommages rendus à deux amis récemment disparus, Jean-Pierre Houssel, géographe, professeur émérite à l'université Lyon II, membre fidèle du CILAC et longtemps pilier du comité de rédaction de cette revue, et Antoine Monnet, architecte et militant associatif, actif sur de nombreux fronts en Île-de-France ou ailleurs et vice-président du CILAC depuis plusieurs années. Ils nous manquent.

Au sortir de cette période inédite de confinement, les nouvelles du patrimoine industriel dont on retrouvera des échos dans les pages qui suivent ne sont pas entièrement mauvaises. Très « steampunk », les machines retrouvées au sous-sol de la Bourse de commerce de Paris (en couverture de ce numéro) ont pu être étudiées et restaurées et seront bientôt exposées au public. Avec les viaducs de Garabit et du Vaur, la contribution française à une candidature transnationale pour une inscription sur la liste du patrimoine mondial des ponts métalliques à grande arche va bon train, énergiquement soutenue par les collectivités territoriales concernées. À Decazeville, commune née de l'industrie, un chevalement de mine et des machines soufflantes sont enfin inscrits au titre des Monuments historiques, après une première tentative de protection qui remonte à la fin des années 1980. De même, la gare de Juste Lisch à Asnières-sur-Seine, laissée à l'abandon depuis son inscription en 1986, est enfin en cours de reconversion.

Ce numéro de la revue aborde des catégories diverses de patrimoine industriel : celle des usines, bien évidemment - indiennes, forges, usines de construction mécanique -, celle des entrepôts portuaires, celle des équipements techniques de l'industrie et celle, enfin, des chemins de fer. Chemin faisant, nous pensons qu'il illustre assez bien la diversité des manières de connaître et de faire connaître ces patrimoines. L'acquisition des connaissances par la recherche, que celle-ci soit « sèche », en bibliothèque, dans les dépôts d'archives ou sur l'internet, ou qu'elle soit (éventuellement) « humide » et résulte de l'étude de terrain, fouille archéologique ou opération d'inventaire, est l'étape préliminaire indispensable. L'aller-retour entre observation *in situ* et analyses des sources écrites reste le fondement de l'archéologie industrielle.

Avant le partage même de ces connaissances acquises, la recherche est également essentielle pour la restauration matérielle du patrimoine, dont ce numéro offre des exemples variés : la restauration d'une cheminée d'usine à Saint-Chamond, celle, projetée, d'une gare de banlieue et, à Paris, celle de ces machines à froid de la Bourse de commerce-Pinault Collection. Fondée également sur la recherche, mais aussi et en même temps sur la demande sociale, la protection du patrimoine industriel au titre des Monuments historiques n'est pas, loin s'en faut, la seule démarche pour sauvegarder le patrimoine de l'industrie. Tout aussi important est son appropriation et son appréciation par ceux qui le côtoient. Mais le label MH peut être un levier pour aider à cette appréciation et pour ouvrir la voie à une mise en valeur. C'est ce que nous espérons pour les machines soufflantes à Decazeville. Comble en quelque sorte de cette protection par labellisation, l'inscription sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco se présente sous de bons auspices pour les viaducs métalliques du XIX^e siècle dont Garabit et Viaur sont deux exemples d'une valeur universelle exceptionnelle.

La connaissance et la reconnaissance du patrimoine industriel permettent d'imaginer de nouvelles solutions pour sa mise en valeur et son interprétation auprès des différents publics. Une contribution suggère l'utilité potentielle des techniques digitales et la restitutions 3D dans ce domaine ; une autre souligne l'importance de la collecte et du partage des mémoires ouvrières pour comprendre un patrimoine sauvegardé ; une autre enfin, montre la richesse de la photographie pour observer, et questionner, l'histoire d'une entreprise. Un article nous détaille ensuite les conditions du chantier de restauration du musée de la Poste qui vient de rouvrir. Dans l'actualité, enfin, les dernières nouvelles en provenance de la vallée de la Bruche, dans le Bas-Rhin, nous rappellent que le patrimoine industriel n'a pas que des amis, et que pour sa sauvegarde, notre vigilance est toujours de mise.

En fin du numéro, quelques articles illustrent la vie de notre association : une analyse des origines de l'intérêt pour le patrimoine industriel d'un certain nombre de membres, une présentation des prix CILAC 2018 et 2019 pour jeunes chercheuses et jeunes chercheurs, et un compte-rendu, enfin, du week-end à Nantes où nous nous sommes retrouvés à l'automne dernier.

Ce numéro double, 74-75, sort pendant l'été 2020, mais porte la date de juin et décembre 2019. La publication en septembre 2018, en hors-série, des actes du congrès TICCIH de 2015, a mis du retard dans notre programme de publication que nous avons du mal à rattraper. Mais rappelons que le CILAC est une association sans subventions publiques, animée exclusivement par des bénévoles. Pour ce qui est de ce retard, nos excuses vont à tous nos adhérents et à tous les abonnés à la revue, et nos remerciements aussi pour leur compréhension et leur patience.